

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 02/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **S.A.S. DURANCE GRANULATS**

Chapeliers  
Route de la Durance  
13860 PEYROLLES EN PROVENCE

Références : D-0497-AIX-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement (carrière) S.A.S. DURANCE GRANULATS implanté "Chapeliers" Route de la Durance 13860 PEYROLLES EN PROVENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- S.A.S. DURANCE GRANULATS
- Chapeliers Route de la Durance 13860 PEYROLLES EN PROVENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006401317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Durance Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires, autorisée par arrêté préfectoral du 11 décembre 2012.

L'exploitation s'effectue désormais uniquement à sec, sur les secteurs de Fort de Peyrolles, Fort de Jouques, Logis d'Anne et Pavillon.

Après extraction des alluvions à la pelle hydraulique, l'excavation est remblayée par des déchets inertes extérieurs, avec remise en état permettant un usage futur agricole des terrains (après une période de "convalescence").

Les alluvions sont transportés vers l'usine par convoyeurs à bande.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plainte bruit/poussières de M. DOMINGO habitant de Jouques, datée du 08/01/2022 reçue le 12/01/2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Impact sonore	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 7.2	/	Sans objet
Impact sonore	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 10.2.5	/	Sans objet
Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 3.4.3	/	Sans objet
Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral complémentaire du 09/04/2021, article 6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité le jour de la visite en lien avec les derniers résultats d'autosurveillance des mesures des émissions sonores et de suivi des retombées de poussières mis à disposition par l'exploitant. Toutefois, il a été demandé à l'exploitant de transmettre, dès réception, les résultats des dernières campagnes réalisées début 2022 sur les niveaux sonores et le suivi des émissions de poussières. Des suites administratives pourront être proposées au Préfet en fonction des résultats relevés.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Impact sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Niveaux acoustiques Valeurs Limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB(A) 4 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A) 3 dB(A) Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, déterminées de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles : PERIODES PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) En périphérie A proximité de l'autoroute 60 dB(A) 70 dB(A) 55 dB(A) 65 dB(A)
<b>Constats :</b> Dernière campagne de mesures de bruit réalisée par le Bureau Véritas les 10 et 11 janvier 2019 en deux points, dont le point 1 situé à proximité immédiate du plaignant. Résultats conformes
<b>Observations :</b> Une nouvelle campagne de mesures de bruit a été réalisée en février 2022, dont les résultats sont en attente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Impact sonore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 10.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié
<b>Constats :</b> Mesure de la situation acoustique effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié : dernières mesures réalisées en février 2022, avant-dernières en 2019.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant Durance Granulats de nous transmettre, dès leur réception, les résultats de la dernière campagne de février 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet (sous réserve des résultats précités, en attente)

**Nom du point de contrôle : émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Objectif d'empoussièrement (retombées)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de mesure pondérale par plaquettes, sont : 1 g/m <sup>2</sup> /jour à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013 (valeur limite à partir de laquelle un site est considéré comme empoussiéré) ; 0,5 g/m <sup>2</sup> /jour à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2014 ;
<b>Constats :</b> Les objectifs de 0,5 g/m <sup>2</sup> /jour sont respectés de 2018 à 2020 (quatre campagnes/an) et pour début 2021, en particulier au niveau de station de mesure P2 située à proximité immédiate du plaignant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2021, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Objectif d'empoussièrement (retombées)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 0,5 g/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante ; 0,35 g/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 ;
<b>Constats :</b> Les objectifs de 0,5 g/m <sup>2</sup> /jour sont respectés en 2021, en particulier au niveau de la station de mesure P2 située à proximité immédiate du plaignant.
<b>Observations :</b> Il est demandé l'exploitant Durance Granulats de nous transmettre, dès leur réception, les résultats de la première campagne 2022 (du 27 janvier au 25 février) de mesure de retombées de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet (sous réserve des résultats précités, en attente)